

Au Nouveau Front populaire, on s'écharpe sur le budget

UNE SEMAINE A PASSÉ depuis la conclusion inespérée de l'accord de législature du Nouveau Front populaire. Et revoilà déjà les émissaires économiques à la table des discussions pour s'entendre sur le coût réel de leur programme économique. Le chiffrage avancé par le PS, par l'entremise de Valérie Rabault dans *Les Echos*, n'a pas convaincu ses partenaires. En tout cas pas les stratèges de LFI. Celle qui fait partie de l'aile la plus modérée du Front populaire a estimé les dépenses proposées à 106 milliards, soit 3,7 points de PIB. De quoi faire bondir, selon elle, la croissance à 3% du PIB en 2025 et 2026. Quant au déficit, il se creuserait pour atteindre 5,7% du PIB en 2024, mais se réduirait à 5,4% en 2025 et 5,1% en 2026.

Sauf que tous ces chiffres ont aussitôt été démentis par La France insoumise ! Dans *Les Echos*, la députée LFI sortante issue d'Attac, Aurélie Trouvé corrige : « Ce chiffre de 106 mil-

souffle un conseiller parlementaire de LFI. Les écologistes et les communistes n'en ont jamais eu rien à foutre des chiffrages. Logique, ils ne veulent pas gouverner. » Les débats, auxquels participent Eva Sas pour EELV et Nicolas Sansu pour le Parti communiste, devaient prendre fin mercredi soir. Les chefs de parti rendront leurs derniers arbitrages, avant une présentation des tableaux budgétaires sur les réseaux sociaux jeudi.

Quels que soient les chiffres exacts, la stratégie économique du Nouveau Front populaire peut-elle réussir ? « Nous ne sommes pas des irresponsables budgétaires. Les recettes seront là et l'impact de nos mesures sur la demande aura un effet de relance. Nous travaillons à partir d'un modèle identique à celui de la Banque de France », certifiait Aurélie Trouvé, sur Alternatives économiques.

Aurélien Trouvé corrige : « Ce chiffre de 106 milliards, c'est très insuffisant pour répondre aux urgences du programme et aux besoins des gens ». « [Valérie Rabault] donne notamment sa vision personnelle du chiffrage de ce programme », explique un communiqué officiel de LFI signé par Clémence Guetté, co-animatrice du programme et Eric Coquerel, ancien président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Entre deux phrases destinées à arrondir les angles, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon assure que ce chiffrage « ne correspond pas au chiffrage du programme du Nouveau Front populaire ». Selon eux, « Valérie Rabault présente des hypothèses pour deux ans de mandat, et par conséquent se limite à certaines mesures pour un certain temps ».

Le différend porte, notamment, sur les retraites. Si tous les partis de gauche sont d'accord pour abroger la réforme Macron de 2023, le PS affiche sa réticence à aller plus loin. « La retraite à 60 ans est un horizon, et nous lançons des négociations pour voir si cet objectif peut se réaliser », évacue Valérie Rabault dans son interview. « Heureusement, il n'y a que les socialistes qui font chier avec leurs calculettes,

« **Pas sérieux** ». C'est peu dire que François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes, est sceptique. « Dans un contexte où le taux de chômage est en train de remonter légèrement, qu'on fasse un peu de relance ciblée, de l'ordre de 10 à 20 milliards d'euros, pourquoi pas, considère l'auteur de Fipeco, site internet de référence sur les finances publiques. Mais je ne crois pas que ces mesures vont avoir l'effet attendu sur la croissance. Ils recommencent l'arnaque de 2022 en disant que leur programme a été validé par le modèle de la Banque de France. Ce genre de modèle économétrique

L'augmentation du smic à 1 600 euros peut paraître séduisante, mais elle risque de détruire des emplois

n'est pas du tout calibré pour calculer l'impact de mesures d'une telle ampleur, une sorte de rupture avec l'économie de marché ». Selon lui, le programme du Front populaire va créer un choc de demande massif, mais sans offre en face pour y répondre. « Cela va se traduire surtout par une augmentation des importations et un creusement du déficit commercial », estime-t-il.

Il n'est pas le seul. Sous couvert d'anonymat pour ne pas impliquer son institution, un économiste en vue, pourtant considéré comme issu de la gauche, tire à boulet rouge. « Je suis assez furieux du programme du Front populaire, ce n'est vraiment pas sérieux. Ce n'est pas le moment de faire une relance keynésienne en stimulant la demande. Nous sommes à 5,5% de déficit et 7,4% de chômage, pas à 9 ou 10%! Le keynésianisme, ce n'est pas la relance par la consommation à tout moment. Pour un keynésien, c'est plutôt le moment de réduire la dette pour pouvoir relancer face à une future crise ». Mais ce n'est pas sa seule critique. L'augmentation du smic à 1600 euros peut paraître séduisante, mais elle risque de détruire des emplois. « Le coût du travail va augmenter en même temps que la demande, ce qui va provoquer un choc inflationniste. On a fait ça en 1981 et il y a eu le tournant de la rigueur de 1983. Entre-temps, il a fallu dévaluer le franc trois fois de 5%. Le choc inflationniste a désin-

Édure de déficit arrêter la vis

oit de réduire son déficit à 4,4% cette année, il devrait à nouveau augmenter (4,7%) en raison des remboursements à verser aux contribuables jusqu'en 2026.

Faux. Cette situation est aggravée par la hausse des taux. Pour financer une dette qui représente 137% de son PIB, l'Italie paye désormais environ 100 milliards d'euros d'intérêts annuels, alors même qu'elle devrait monter à 150 milliards en 2025. Dans ce contexte, les projets économiques de Giorgia Meloni vont être largement affectés. Le gouvernement n'a pas encore clairement dévoilé ses intentions pour la prochaine loi de finances, mais la présidente du conseil sera contrainte d'appliquer une certaine dose d'austérité - et de réduire le déficit